

Appel d'offres ouvert

(Procédure adaptée passé en application des articles L.2113-12, L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.)

MARCHE RESERVE

**PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS POUR LE SITE DE GRIGNON
D'AGROPARISTECH**

Marché n° 25CP14

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Sommaire

Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur)	4
Article 2. Objet du marché.....	4
Article 3. Structuration du marché.....	4
3.1 Allotissement	4
3.2 Forme du marché	4
3.3 Lieux d'exécution.....	4
Article 4. Pièces constitutives du marché	4
Article 5. Durée de validité du marché et début d'exécution de l'accord-cadre	5
Article 6. Date de fin de l'exécution.....	5
Article 7. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen	5
7.1 Détermination des prix	5
7.2 Contenu des prix et prix de règlement.....	5
7.3 Révision des prix.....	6
7.4 Clause butoir	7
7.5 Clause de sauvegarde	7
7.6 Clause de réexamen	7
7.7 Prestations similaires	7
7.8 Rabais et offres promotionnelles	7
Article 8. Normes.....	7
Article 9. Plan de progrès.....	7
Article 10. Obligation de résultat	8
Article 11. Obligation d'information, de conseil et de mise en garde.....	8
Article 12. Clause environnementale	8
Article 13. Clause sociale.....	9
Article 14. Conditions d'exécution des prestations	9
14.1 Dispositions générales	9
14.2 Travailleurs étrangers	10
14.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes.....	10
14.4 Liste nominative du personnel	10
14.5 Remplacement des intervenants	10
14.6 Visite médicale	10
14.7 Vêtement de travail	11
14.8 Comportement du personnel	11
14.9 Protection du personnel	11
14.10 Réunion de lancement	11
Article 15. Modalités d'exécution des prestations.....	11
15.1 Calendrier de réalisation des prestations	11
15.2 Organisation du travail	12

15.2.1 Effectifs	12
15.2.2 Encadrement du personnel	12
15.2.3 Accès aux locaux et équipements	12
15.3 Sujétions résultant des activités d'exploitation	12
15.4 Service minimal en cas de difficulté à réaliser la prestation	12
15.5 Obligation de discrétion.....	12
Article 16. Modalités d'exécution des prestations.....	13
16.1 Modification des surfaces sur site existant	13
16.2 Modification des sites.....	13
16.3 Modification des prestations sur site existant	13
16.4 Période de travaux et remise en état de propreté	13
Article 17. Vérification et contrôle des prestations - Réfaction	14
17.1 Contrôle contradictoire programmé	14
17.2 Autocontrôle du titulaire	14
17.3 Réunion ponctuelles à la demande d'AgroParisTech.....	14
Article 18. Hygiène et sécurité – Plan de prévention	15
Article 19. Vérification du matériel livré pour la réalisation des prestations	15
Article 20. Remise des documents par le titulaire.....	15
Article 21. Cautionnement.....	15
Article 22. Suivi administratif du marché.....	16
Article 23. Confidentialité	16
Article 24. Exécution financière du marché	17
24.1 Avance	17
24.1.1 Montant de l'avance	17
24.1.2 Versement de l'avance	17
24.1.3 Remboursement de l'avance.....	17
24.2 Transmission de bon de commande	17
24.3 Présentation des factures	18
24.4 Règlement des sommes dues	18
Article 25. Pénalités.....	19
Article 26. Circonstances exceptionnelles	21
26.1 Force majeure	21
26.2 Imprévision	21
Article 27. Sous-traitance	21
Article 27. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.....	22
Article 27. Responsabilités et assurances	22
Article 28. Différends entre les parties.....	22
Article 29. Résiliation.....	23
Article 31. Dérogations au CCAG - FCS.....	23

Sigles

Attri 1 : Acte d'engagement

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

CCP : Cahier des clauses particulières

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CPV : Common Procurement Vocabulary

DCE : Dossier de consultation des entreprises

DUME : Document unique de marché européen

H.T. : Hors taxe

NACRES : Nomenclature Achat Commune Recherche et Enseignement Supérieur

PLACE : Plate-forme des achats de l'Etat

PSE : Prestations supplémentaires éventuelles

RC : Règlement de la consultation

Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur)

L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AgroParisTech)

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

dont le siège est situé au 22 Place de l'Agronomie – 91120 Palaiseau
représenté par Laurent Buisson agissant en qualité de Directeur général.

Article 2. Objet du marché

L'objet du marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts pour le site de Grignon d'AgroParisTech.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Article 3. Structuration du marché

3.1 Allotissement

En application des articles L.2113-10 et L.2113-11 du code de la commande publique, ce marché est global. En effet, un allotissement de ce marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement peu pertinente et financièrement plus coûteuse.

3.2 Forme du marché

Le présent marché est conclu à prix mixtes.

Il s'exécute par prix mixte : forfaitairement pour les prestations récurrentes et par l'émission de bon de commande pour les certaines prestations occasionnelles.

Il est à noter que certaines prestations occasionnelles fixés dans l'Annexe 1 à l'acte d'engagement, feront l'objet de bons de commande. L'absence de bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation pour le titulaire.

Le montant pour une durée de quatre (4) ans en hors taxe du présent marché est :

Montant prévisionnel	Montant maximum
100 000 € H.T	110 000€ H.T

3.3 Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution du présent marché est :

- Centre de Grignon – 1 Avenue Lucien Bretignières – 78850 Thiverval-Grignon

Article 4. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du ou des marchés sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTR11) signé des deux parties et ses annexes ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;

4. L'offre financière du Titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. Le mémoire technique, le cadre de réponse technique et la documentation technique du Titulaire dont seul l'exemplaire conservé par AgroParisTech fait foi ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Est réputée non écrite toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les clauses des autres pièces du marché. Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Article 5. Durée de validité du marché et début d'exécution de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une durée de douze mois (12) mois ferme à compter de sa notification. Le marché est reconduit tacitement 3 fois pour une durée de douze (12) mois sans que sa durée ne puisse dépasser quarante-huit (48) mois.

Article 6. Date de fin de l'exécution

Le marché prend fin à l'issue d'une durée de quatre ans soit quarante-huit (48) mois à compter de sa notification.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur devra informer le titulaire dans un délai de trois (3) mois au moins avant la fin de l'annuité en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen

7.1 Détermination des prix

L'unité monétaire est l'euro.

Le prix de base des prestations marché est conclu à prix mixtes.

Les prestations objet du marché sont réglées soit par application :

- **De prix forfaitaires**. Le prix de ces prestations est établi aux annexes 1 à l'acte d'engagement. Le prix global et forfaitaire est réputé comprendre toutes les sujétions inhérentes aux prestations confiées au titulaire, y compris les matériels et des produits.

- **De prix unitaires** figurant aux annexes à l'acte d'engagement pour les interventions ponctuelles et à la demande qui font l'objet de bons de commande.

7.2 Contenu des prix et prix de règlement

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il comprend également les frais de déplacement, d'hébergement et tous les autres frais des personnels du titulaire pour l'exécution des prestations.

La TVA applicable est celle en vigueur à la date du fait générateur.

7.3 Révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé mois «Mo».

Les prix sont fermes la première année suivant la notification du marché, puis révisibles annuellement à la date anniversaire du marché (date de notification) au moyen de la formule suivante :

$$P_n = P_o * [0,2 + 0,8 \times (I / I_o)]$$

P_n = prix révisé

P_o = prix hors TVA pour la première révision ou prix hors TVA résultant précédente pour les révisions suivantes en cas de reconduction.

I = Valeur de l'indice « Indice des prix de production des services français (BtoB) – Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager – Base 2021 – identifiant INSEE n°010766499 », pour la première révision, à celle du dernier indice publié au mois « m_0 » puis les révisions suivantes, à la valeur finale de la révision précédente.

I_o = Valeur de l'indice « Indice des prix de production des services français (BtoB) – Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager – Base 2021 – identifiant INSEE n°010766499 » est égale au dernier indice publié 30 jours calendaires avant la date de révision des prix.

La révision se fait à la hausse, comme à la baisse.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition de l'indice ci-dessus avant le terme du présent marché, si un nouvel indice était publié pour se substituer à celui actuellement en vigueur. Les prix des prestations se trouveraient de plein droit indexé sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien au nouvel indice s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Si une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est pas procédé à aucune autre révision.

À chaque révision de prix, la facture du premier mois révisé devra indiquer le pourcentage de révision appliqué par rapport au prix initial.

La demande de révision de prix est obligatoirement à l'initiative du titulaire du marché qui l'envoie dans un délai de deux (2) mois avant la date de reconduction du marché. AgroParisTech valide ensuite cette dernière si elle respecte les conditions décrites ci-dessus dans un délai de trente (30) jours.

Si les parties ont un désaccord sur la révision des prix. Ils s'efforcent alors de trouver une solution à l'amiable.

En cas de silence du titulaire du marché après un délai de quinze (15) jours calendaires à la suite de la non validation de la révisions de la part d'AgroParisTech. AgroParisTech met en demeure le titulaire de bien vouloir procéder à la rectification ou de répondre aux observations formulées par AgroParisTech. Les parties appliquent les prix avant la révision tant qu'elles ne trouvent pas un accord.

Dans le silence gardé par AgroParisTech à l'expiration dudit délai, la révision des prix est considérée comme acceptée.

En cas d'absence d'envoi dans le délai énoncé de la révision des prix. La révision des prix ne pourra être prise en compte et les prix de l'année en cours seront applicables durant de douze (12) mois.

7.4 Clause butoir

Pour des raisons budgétaires, le présent article prévoit une clause butoir limitant l'écart d'évolution du marché public à 10% consécutivement à la mise en œuvre de la formule de révision.

7.5 Clause de sauvegarde

AgroParisTech se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché lors d'un changement de tarif, dès lors que le plafond de la clause butoir est atteint.

La décision de résiliation due à une telle augmentation des prix sera notifiée au titulaire au minimum un (1) mois avant la prise d'effet de cette décision.

7.6 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et figurant au présent CCAP, l'ajout ou la suppression de fournitures, la mise à jour de site et prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

La clause de réexamen peut aboutir à une modification du prix du marché en vue de rétablir l'équilibre financier du contrat, s'il a été bouleversé par la survenance d'un événement exceptionnel en cours d'exécution. Cet événement doit correspondre aux événements cités à l'article 16 du présent CCAP.

7.7 Prestations similaires

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestation similaire en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

7.8 Rabais et offres promotionnelles

Le titulaire a la possibilité de proposer une offre promotionnelle à l'administration pour une durée limitée. Il s'engage à faire bénéficier l'administration, à tout moment, de toute baisse de prix pratiquée à l'égard de sa clientèle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix et ce tout au long de la durée du présent marché. L'administration se réserve le droit de vérifier, par tout moyen à sa disposition, l'application conforme des dispositions contractuelles du présent article.

Article 8. Normes

Les normes applicables au marché sont les normes en vigueur mais également les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Article 9. Plan de progrès

Jusqu'à la fin des marchés subséquents, le titulaire met en place un plan de progrès annuel tel que retenu dans son mémoire technique.

Le plan de progrès comprend un volet technique et qualitatif défini comme suit :

Le plan de progrès sur le volet technique et qualitatif, proposé par le titulaire, est conditionné à l'accord de l'ordonnateur. Ce plan de progrès conforme au mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre, comprend un volet technique, social et économique et propose une optimisation du cahier des charges et des gains de productivité. Le gain financier procuré par ce plan de progrès est partagé à part égale entre le titulaire et l'ordonnateur. Le gain financier qui revient à l'ordonnateur vient en réduction du coût des prestations forfaitaires. Le nouveau prix est notifié par avenant ou bon de commande rectificatif.

Le volet social privilégie le recours à la réalisation de prestations de nettoyage en journée, ainsi que l'accomplissement des missions pour un agent à temps plein plutôt qu'à temps partiel.

Le volet technique du plan de progrès comprend des mesures d'organisation, de sensibilisation aux gestes et postures, de recours aux produits éco labellisés et aux produits éco responsables, ainsi qu'à toute innovation technique (outils, matériels, etc.).

Article 10. Obligation de résultat

Les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature des locaux.

Le titulaire a une obligation de résultat ; il s'engage à exécuter les prestations conformément aux règles de l'art, à la législation et à la réglementation en vigueur.

La qualité d'exécution du marché par le titulaire devra être satisfaisante au regard des deux (2) critères définis ci-dessous :

- **L'aspect** : première impression visuelle de netteté et de propreté qu'offrent un local et ses équipements.
- **La propreté** : absence ou présence relative de salissures adhérentes ou non sur une surface ou dans l'air.

Le titulaire sera noté sur une échelle de 0 (pas du tout satisfaisant) à 5 (très satisfaisant), 1 (une) fois par an, par le pouvoir adjudicateur, à la date anniversaire du marché (date de notification).

Le titulaire pourra accéder à la grille d'évaluation sur simple demande ; en cas de note peu satisfaisante, les moyens mis en œuvre pour améliorer l'exécution des prestations concernées seront étudiés conjointement par les deux parties.

Article 11. Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

Le titulaire s'engage à tenir AgroParisTech informée du déroulement de la prestation, selon une périodicité fixée dans le présent marché. Il signale au pouvoir adjudicateur toute difficulté rencontrée dans la réalisation de la prestation ainsi que tout élément qui paraît de nature à compromettre sa bonne exécution.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de sa responsabilité d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, et des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

Article 12. Clause environnementale

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure de le justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande d'AgroParisTech.

Le titulaire dans la mesure de ses possibilités aura recours à des labels environnementaux agréés.

Performance environnementale en matière de transports :

Le titulaire prend en compte la réglementation en vigueur relative aux plans de protection de l'atmosphère. Les véhicules mobilisés pour les prestations respectent dans la mesure du possible la norme Euro V et de préférence la norme Euro VI pour les véhicules poids lourds, afin de limiter la pollution atmosphérique du transport routier.

L'Eco-conduite :

Le titulaire est fortement invité à mettre en place auprès de ses salariés des formations à l'éco-conduite. L'éco-conduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre ainsi que les dépenses tout en réduisant le risque de survenance d'accident. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif certifiant la mise en œuvre d'une sensibilisation des agents à l'éco-conduite au sein de son entreprise.

La gestion des déchets et son réemploi :

Le titulaire est invité à communiquer au pouvoir adjudicateur toute initiative mise en place afin de promouvoir des actions d'économie circulaire au sein de son entreprise.

Pour rappel tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion conformément à la réglementation en vigueur. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers conformément à l'article L.541-2 du code de l'environnement.

En cas de conditionnement réalisé par le titulaire, il se doit de respecter l'article 7 de la loi n°2020-105 (loi AGECE) du 10 février 2020, interdisant à partir du 1^{er} janvier 2022 tout envoi sous film plastique (blisters). D'après le décret n°2021-2025, l'objectif est d'atteindre la fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici à 2040. Il devra donc proposer à défaut, s'il souhaite utiliser des matériaux plastique dans le conditionnement, une typologie d'emballage de film biosourcé ou répondant à la norme NF EN 13432 de novembre 2000 stipulant notamment une biodégradation à 90% en moins de six (6) mois en conditions de compostage industriel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le bordereau de suivi des déchets au titulaire conformément à l'article R.541-45 au code de l'environnement.

Les conditions d'élimination des déchets et des produits excédentaires issus de l'exécution des prestations du marché sont réalisées dans le respect de l'environnement en appliquant des méthodes de tri sélectif, des moyens de traitement et d'élimination respectant les normes en vigueur en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire s'assure le respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

Article 13. Clause sociale

Conformément à l'article L.2113-12 du code de la commande publique, ce marché est réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L.5313-13 du code du travail et à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L.344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Article 14. Conditions d'exécution des prestations

14.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire a une **obligation de résultat** ; il s'engage à exécuter les prestations conformément aux règles de l'art, à la législation et à la réglementation en vigueur. Les produits, matériels et techniques utilisées doivent être adaptés à la spécificité des prestations demandées et être conformes à la législation actuelle sur la

pollution, la biodégradabilité, la sécurité, l'hygiène et la prévention des incendies.

Le titulaire est réputé connaître, maîtriser les techniques et avoir les moyens humains nécessaires à l'exécution des prestations d'entretien des espaces verts.

Pour l'exécution desdites prestations, le titulaire doit disposer du matériel nécessaire et conforme à celui décrit dans son mémoire technique. L'ensemble des outillages, des appareils, des machines et des produits nécessaires à l'entretien des espaces verts est à la charge du titulaire.

14.2 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

14.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

14.4 Liste nominative du personnel

Le titulaire devra fournir à AgroParisTech la liste nominative des employés et leur qualification dans les huit (8) jours ouvrés à dater de la notification du marché sous peine de pénalités prévues à l'article 25 du présent CCAP. Cette liste sera tenue à jour à chaque changement de personnel.

Il devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront éventuellement exigés pour la circulation de ce personnel dans certains locaux. En effet, l'administration peut interdire l'accès des locaux au personnel au sujet duquel elle n'a pas les renseignements ci-dessus. Mais l'entreprise ne peut se prévaloir de cette interdiction pour justifier la non-exécution de la prestation.

AgroParisTech se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat au personnel ne faisant pas partie de la liste.

14.5 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée de l'exécution du présent marché, AgroParisTech aura la possibilité de demander le remplacement motivé d'un ou plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou plusieurs de ses intervenants soumis à l'approbation AgroParisTech. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai qui aura été fixé entre AgroParisTech et le titulaire à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

14.6 Visite médicale

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de sa période d'essai.

Il soumettra, d'autre part, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin de travail sur leur aptitude physique seront consignées par le titulaire sur un registre spécial mis à la disposition des sites concernés.

14.7 Vêtement de travail

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, si nécessaire de protection, agréé par la personne publique. Tous les agents en activité, y compris les agents d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Aucun agent ne sera autorisé à exécuter sa tâche s'il n'est revêtu de son vêtement de travail, s'il ne porte son insigne ou si sa tenue est négligée.

14.8 Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers. A défaut, AgroParisTech pourra exiger son retrait et son remplacement.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts, dégradations ou détériorations produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés. Le titulaire est aussi responsable du comportement verbal de son personnel vis-à-vis des tiers.

14.9 Protection du personnel

Le titulaire s'engage, notamment pour les travaux d'accès difficile à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre à son personnel d'intervenir dans les conditions de protection et de sécurité conformes aux textes en vigueur.

Le titulaire et la personne publique procéderont avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de préventions envisagées.

Des fiches de risque devront être définies et incluses dans le document unique CHS des différents sites. Cette information fera l'objet d'un procès-verbal.

14.10 Réunion de lancement

Une réunion de lancement entre AgroParisTech et les prestataires attributaires du marché aura lieu au moment de la notification au marché.

Cette réunion permettra à AgroParisTech d'expliquer comment s'appliquera, de manière pratique, le présent cahier des charges durant l'exécution du marché.

La réunion de lancement d'exécution sera organisée par AgroParisTech dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché. Elle se tiendra sur le site de Grignon.

L'absence inexcusée du titulaire à la réunion de lancement pourra donner lieu à l'application de la pénalité correspondante fixée à l'article 25 du présent CCAP

Article 15. Modalités d'exécution des prestations

15.1 Calendrier de réalisation des prestations

Un calendrier annuel d'intervention sera fixé au début du marché en accord avec le représentant du site de Grignon. Le titulaire est tenu de respecter ce calendrier. Ce calendrier peut être modifié en cours d'année uniquement à la demande d'AgroParisTech, notamment en cas de conditions climatiques défavorable à l'exécution des prestations.

15.2 Organisation du travail

15.2.1 Effectifs

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites, la répartition quotidienne des effectifs basée notamment sur les périodicités, seront fixés par le titulaire dans le mémoire justificatif annexé à son acte d'engagement.

Le titulaire devra appliquer la législation en vigueur pour les modes de répartition qu'il proposera.

Le nombre d'heures et de personnels indiqué par le titulaire dans son mémoire et à l'annexe à l'acte d'engagement constitue une base minimale d'obligations de moyens ne le dégageant pas de l'obligation de résultat final.

15.2.2 Encadrement du personnel

Le titulaire devra obligatoirement affecter en permanence, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du cahier des clauses techniques particuliers (CCTP).

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces ; il devra se rendre aux convocations de la personne publique en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

L'agent responsable devra être en mesure de s'exprimer, lire et écrire en français, afin de faciliter la remontée d'information au pouvoir adjudicateur.

15.2.3 Accès aux locaux et équipements

La personne publique dotera le titulaire de clés ou badges, en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations. Le personnel du titulaire doit laisser en permanence les clés sur le site et emmener uniquement la clé et/ou badge d'accès au local où sont entreposées les clés.

En cas de perte ou de vol de clés ou badges, le titulaire avisera aussitôt la personne publique des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur. Selon les cas, l'administration se réserve le droit de faire changer les serrures concernées au frais du titulaire.

Au terme du marché, le titulaire sera tenu de restituer l'ensemble des clés, ou badges, qui lui auront été confiés.

15.3 Sujétions résultant des activités d'exploitation

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par la personne publique.

15.4 Service minimal en cas de difficulté à réaliser la prestation

En cas de difficulté non prévisible de son personnel comme par exemple les arrêts de maladie, difficulté liée au transport en commun, le titulaire sera tenu d'assurer des prestations minimales, indispensables à maintenir le site de Grignon en parfait état d'entretien. Ce service minimal devra intervenir dans les quatre heures.

Ce service minimal ne saurait durer plus d'une journée ouvrée. Si ce fait se répétait plus de trois fois par an, AgroParisTech pourrait pratiquer alors une réfaction sur le montant de la dernière facture mensuelle de l'année.

15.5 Obligation de discrétion

Le titulaire s'engage pour lui ou toute autre personne agissant pour son compte à tenir confidentielle toute communication de renseignements, document ou objet quelconque autre que celle expressément prévue au

présent marché et à ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

Article 16. Modalités d'exécution des prestations

Les modifications des prestations à exécuter sont indiquées dans le marché.

16.1 Modification des surfaces sur site existant

Les éventuelles modifications en cours d'exécution du marché sur site existant des surfaces à entretenir représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 100 m² sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

Si les variations de surfaces sont supérieures à plus ou moins 100 m², les modifications font l'objet d'un avenant au marché.

L'ordonnateur respecte un préavis de 3 mois pour informer le titulaire de la date d'effet de la modification de surface. Il lui transmet une fiche du site modifié, y compris dans les cas n'entraînant pas un changement du forfait, et convient de la date d'effet de la modification.

Le titulaire est tenu de proposer des prix conformes aux prix du présent marché. Si l'ordonnateur estime que la nouvelle offre n'est pas conforme aux conditions initiales des offres qui ont permis au titulaire d'être retenu, il dispose d'un délai de dix (10) jours pour demander une nouvelle offre et en informe le pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit formuler une nouvelle offre inférieure dans d'un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande.

16.2 Modification des sites

La suppression ou l'ajout d'un site donne lieu à modification du marché en cours et à la formalisation d'un avenant au marché ainsi concerné.

En cas d'ajout ou de suppression d'un site, un préavis de trois (3) mois est respecté pour permettre au titulaire de s'organiser. Tout site ajouté ou supprimé donne lieu à l'établissement d'une nouvelle fiche de présentation de site communiquée au titulaire et au pouvoir adjudicateur par l'ordonnateur.

16.3 Modification des prestations sur site existant

Toute modification dans la composition des prestations forfaitaires donne lieu à modification du marché subséquent en cours et fait l'objet d'un avenant au marché subséquent ainsi concerné.

Lorsque ces modifications représentent une variation de superficie en plus ou en moins inférieure ou égale à 100 m², elles sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

L'ordonnateur transmet au titulaire la fiche du site modifiée en précisant la date d'effet et le titulaire est tenu de proposer des prix conformes aux prix du présent marché. Si l'ordonnateur estime que la nouvelle offre n'est pas conforme aux conditions initiales de celles qui ont permis au titulaire d'être retenu, il lui demande une nouvelle offre dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa réception et en informe le pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit la formuler dans d'un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande.

Tous les avenants relatifs à l'exécution du marché subséquent sont conclus par l'ordonnateur.

16.4 Période de travaux et remise en état de propreté

Si des travaux ou réfections sont programmés, il sera précisé au titulaire, avec un préavis de trois (3) mois, les locaux exclus provisoirement du nettoyage et les dates de début et de fin de travaux. Une diminution du prix du marché pourra être appliquée après discussion et accord entre les deux parties.

Après l'exécution de travaux dans un local où les gravats de toute nature auront été enlevés préalablement, le titulaire devra procéder au nettoyage le cas échéant. Cette prestation sera effectuée sans supplément de prix compte tenu de la non-exécution des prestations quotidiennes pendant la durée des travaux.

Dans le cas particulier où cette compensation ne couvre pas les dépenses à engager par le titulaire, un bon de commande portant sur les prestations exceptionnelles à réaliser peut-être établi par l'ordonnateur après admission des justificatifs présentés par le titulaire.

Article 17. Vérification et contrôle des prestations - Réfaction

17.1 Contrôle contradictoire programmé

Les prestations et obligations du titulaire du marché définies dans le présent CCAP et dans le CCTP sont contrôlées et vérifiées sur demande d'AgroParisTech, une (1) fois par semestre. En cas de manquement du titulaire la fréquence pourra être revue jusqu'à une (1) fois par mois au maximum. Cette vérification se fera en présence d'un représentant du titulaire, désigné au commencement du marché.

Lors de ce contrôle contradictoire, une fiche de contrôle est remplie et signée des deux parties. La méthode de notation des prestations est décrite dans le CCTP. Une attention particulière sera portée sur le matériel utilisé pour la réalisation de la prestation

Si la fiche de contrôle révèle une difficulté ou une mauvaise exécution de la prestation, le gestionnaire du site concerné le notifie par écrit au titulaire du marché (courriel ou courrier par exemple).

S'il y a lieu, les réfections prévues au présent CCAP y seront également mentionnées.

Le prestataire met tous ses moyens en œuvre afin de corriger dans les meilleurs délais les prestations mal exécutées ou d'exécuter les prestations qui ne l'auraient pas été en temps et en heure, d'après les observations relevées et écrites par AgroParisTech et communiquées par le Gestionnaire de site.

Si aucune correction n'est apportée aux manquements constatés lors du contrôle ou si AgroParisTech constate que les prestations réalisées sont insatisfaisantes à l'issue de plusieurs contrôles, la réfaction prévue à l'article 25 du présent CCAP sera appliquée.

Sans préjudice à l'application de l'article 25 présent CCAP, lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse, il y aura lieu d'appliquer une pénalité correspondant au type de local visité n'ayant pas obtenu la note minimale définie au CCTP. Ces pénalités sont prévues au présent marché.

Lors du contrôle contradictoire, une attention particulière sera portée sur le matériel utilisé pour la réalisation de la prestation : il devra être en bon état d'usage. Dans le cas contraire, si AgroParisTech constate que le matériel utilisé est usager ou hors d'usage, rendant ainsi difficile la réalisation des prestations par les agents d'entretien, la pénalité correspondante prévue au présent CCAP sera appliquée sur la facture du mois suivant le contrôle.

17.2 Autocontrôle du titulaire

Le titulaire met en place un système d'autocontrôle permanent, appréciant le degré des objectifs, qu'il a décrit dans son offre technique. A la demande d'AgroParisTech, il devra être capable d'apporter la preuve du contrôle effectué et son résultat.

17.3 Réunion ponctuelles à la demande d'AgroParisTech

Afin de s'engager dans une démarche d'amélioration constante de la qualité, le pouvoir adjudicateur pourra provoquer périodiquement une rencontre avec le titulaire du marché. Le responsable de l'entreprise titulaire du marché et la Gestion de site d'AgroParisTech devront obligatoirement y participer. Cette réunion permettra d'examiner les éventuels dysfonctionnements dans la mise en œuvre, la réalisation et/ou la qualité des prestations.

Article 18. Hygiène et sécurité – Plan de prévention

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sont applicables en ce qui concerne les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le titulaire est tenu de respecter les règles d'hygiène et de sécurité auxquelles est soumis chaque bâtiment dans lequel il intervient.

Après notification du marché au titulaire, un plan de prévention est établi pour chaque bâtiment concerné, sur proposition d'un modèle par le titulaire.

La rédaction du plan de prévention est effectuée, après une visite commune des locaux concernés, conjointement par le responsable de site et le titulaire ; ce document doit être signé par les deux parties et visé par l'inspecteur hygiène et sécurité et le médecin de prévention de l'administration.

Le titulaire procède si nécessaire, avant le commencement des prestations, à une information sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées, notamment les dispositions prises pour les travailleurs isolés sur site conformément aux dispositions de l'article R 4512-13 du code du travail.

Le personnel spécialisé assurant le nettoyage des vitres est équipé de harnais de sécurité qu'il est tenu de raccorder aux « lignes de vie » ou aux points d'ancrages selon les règles de l'art pendant toute la durée de la prestation. Les mesures générales de sécurité lui sont applicables.

Article 19. Vérification du matériel livré pour la réalisation des prestations

Le titulaire est responsable du matériel qu'il livre et respecte les consignes de sécurité et d'hygiène prescrites pour accéder aux différents bâtiments d'AgroParisTech.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

A réception du matériel livré, le titulaire est seul responsable du transport vers les lieux de stockage mis à disposition pour les consommables et tout matériel nécessaire à la réalisation des prestations.

Le titulaire doit effectuer des opérations de vérifications du matériel livré sans l'assistance d'AgroParisTech et il remplace à ses frais tout matériel non conforme ou défectueux.

Article 20. Remise des documents par le titulaire

Dans le délai figurant dans son mémoire technique, le titulaire remet le dossier d'exploitation sur lequel il s'est engagé et dont le contenu est détaillé ci-après :

- Noms, coordonnées téléphoniques du ou des agents de maîtrise ou équivalent, responsables de l'organisations du chantier sur site ;
- Liste des matériels et des produits déposés sur le site ;
- Liste des produits, notices d'emploi, fiche de données de sécurité datées de moins de deux (2) ans ;
- Calendrier prévisionnel d'exécution des prestations périodiques (fréquence mensuelle, trimestrielle, semestrielle et annuelle) ;
- Copie du plan de prévention du site ;
- Liste des formations suivies par les agents.

Le titulaire est seul responsable de la mise à jour des documents du dossier d'exploitation.

Article 21. Cautionnement

Le titulaire n'a pas à constituer un cautionnement.

Article 22. Suivi administratif du marché

Les parties s'engagent à se concerter dans un esprit de coopération pour fournir les informations réciproques nécessaires à la bonne exécution du service, à lever les éventuelles ambiguïtés et résoudre sans délai les difficultés qui se présenteraient.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG - FCS, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à AgroParisTech les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son identification bancaire ;
- A son capital social.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Toute notification devant être adressée au terme du présent marché est considérée comme valablement adressée si elle est envoyée au représentant de l'une ou l'autre des parties par e-mail avec accusé de réception.

Article 23. Confidentialité

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention diffusion restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution du présent marché devront être considérés comme strictement confidentiels.

Les personnels du Titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le Titulaire.

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de cinq années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures techniques et humaines nécessaires à cette fin.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des fichiers d'AgroParisTech et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers d'AgroParisTech.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par les membres du groupement et des copies qui auraient pu être faites.

AgroParisTech s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le Titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données d'AgroParisTech.

AgroParisTech accepte que le Titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale d'AgroParisTech et à l'objet général du marché.

Article 24. Exécution financière du marché

24.1 Avance

24.1.1 Montant de l'avance

Il est fait l'application des articles R.2191-7 et suivants du CCP.

Si elle exprime le souhait dans l'Acte d'Engagement, l'entreprise titulaire peut bénéficier d'une avance de 30% d'une somme égale à douze mois le montant initial toutes taxes comprises du marché (ou lot) divisé par sa durée exprimée en mois.

Si le titulaire renonce au versement de l'avance, il exprimera son souhait dans l'Acte d'Engagement.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté d'une clause de variation de prix.

24.1.2 Versement de l'avance

En ce qui concerne son versement, celui-ci doit avoir lieu dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

En cas de dépassement du délai de paiement de l'avance, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

Les opérations effectuées par le titulaire d'un marché public qui donneront lieu à un versement d'avances seront constatées par un écrit établi par l'établissement ou vérifié et accepté par lui.

24.1.3 Remboursement de l'avance

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par AgroParisTech.

L'avance versée s'impute sur les sommes dues au Titulaire, selon un rythme et des modalités fixés par le marché public, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde (articles R. 2191-11, R. 2191-12, R. 2191-14 et R. 2191-19 du Code de la commande publique).

Le Titulaire déduira donc lors de sa facture finale, le montant de l'avance versée par AgroParisTech en le faisant figurer sur cette dernière.

24.2 Transmission de bon de commande

Les prestations exceptionnelles prévues aux annexes de l'acte d'engagement sont commandées par bons de commande sur envoi d'un devis par le titulaire du marché.

Les bons de commande seront transmis au fur et à mesure des besoins par les services bénéficiaires. Après validation financière de la personne publique, ils sont adressés au titulaire qui s'engage à les enregistrer.

Chaque bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- . la référence du marché : 25CP14,
- . le n° de bon de commande,
- . la date de la commande,
- . la désignation et l'adresse de l'exécution de la prestation,

- . le délai d'intervention des prestations
- . le prix (HT et TTC) déterminé dans les conditions fixées au présent marché,
- . la désignation des prestations demandées.

Les bons de commande sont transmis par tout moyen au titulaire. Celui-ci accuse réception du bon de commande par tout moyen au maximum 24h00 après sa réception. En cas contraire, l'administration se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire.

Le délai de livraison commencera à compter de la réception du bon de commande par le prestataire (date de réception du mail).

En cas de contestation sur son contenu, seul l'exemplaire du bon de commande conservé par le service émetteur fait foi.

Le délai d'intervention des prestations mentionné sur le bon de commande ne peut être inférieur à 48h00. En cas d'urgence nécessitant l'intervention du prestataire en moins de 48h00, le délai d'intervention sera établi en concertation avec la société titulaire.

24.3 Présentation des factures

Conformément à la loi n° 2019.486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande et du marché.

Dans l'entête de la demande de paiement, les informations à faire figurer sont :

- Le numéro SIRET d'AgroParisTech tel que figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande ;
- Le code service de l'entité à facturer figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro du présent marché tel que communiqué par AgroParisTech et figurant sur le bon de commande.

Les factures doivent en outre comporter :

- La référence du présent marché ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation des prestations commandées ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;

24.4 Règlement des sommes dues

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception de la facture et de l'établissement d'une attestation de service fait par AgroParisTech conformément aux articles L.2192-10 et L.2192-11, et R.2192-10 à R.2192-15 du code de la commande publique.

En cas de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur sera contraint de verser des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, conformément aux articles L.219212 à L.2192-14, et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par AgroParisTech en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint à l'acte d'engagement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

Article 25. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encours des pénalités sans mise en demeure préalable :

Énoncé de la pénalité	Montant du décompte de pénalité	Unité de calcul
Non-respect des fréquences	100 € HT	par site concerné et par manquement constaté
Non-respect des horaires d'exécution	50 € HT	à chaque manquement constaté par la personne publique, dans la limite de 200 € HT par mois
Manquement à la sécurité et la protection du personnel intervenant à la réalisation de la prestation	1 000 € HT	Par constat
Non communication de la liste des personnels	10 € HT	par jour de retard
Non remise des documents administratifs mentionnées aux articles D.8222-5 ou ou D.8254-1 à D.8254-6 du code de travail	50 € HT	Par documents non remis ou ne répond pas au cadre défini
Sous-traitante occulte	1 500 € HT	Par constat
Non remise de tout objet permettant l'accès aux bâtiments après le départ d'un personnel du titulaire (fin de contrat de travail) ainsi que pour toute perte ou casse	350 € HT	Par constat

Constatation de matériel usagé ou hors d'usage servant à la réalisation de la prestation	10% du montant HT de la facture mensuelle	lors du contrôle
Non-respect des moyens minimaux contractuels (non-respect des effectifs prévus par le titulaire)	150 € HT	par agent et par jour d'absence constaté
Non-respect des moyens matériels proposés par le titulaire pour l'exécution ou le suivi des prestations	100 € HT	par manquement constaté
Mauvaise exécution des prestations d'entretien des espaces verts	100 € HT	par constat
Prestations exécutées partiellement	100 € HT	par constat
Manquement du titulaire d'effectuer avec le responsable de chaque site le contrôle contradictoire sur demande de l'administration	50 € HT	par manquement, dans la limite d'un constat par mois
Manquement 3 fois par an non remplacement du personnel absent pour arrêt de travail	10% de la facture HT du dernier mois de chaque trimestre	Réfaction sur dernière facture mensuelle de l'année
Absence à une réunion sans délai de prévenance ou un délai de prévenance inférieur à 24 heures	100 €	Par constat
Défaut d'exécution de la clause sociale	60€HT 100€ HT	Par jour d'insertion non réalisée Par jour de retard dans la transmission des éléments de contrôle
Défaut d'exécution de la clause environnementale	10% de la facture HT du dernier mois de chaque trimestre	Pour défaut d'exécution de la clause

	100€ HT	Par jour de retard dans la transmission des éléments de contrôle
--	----------------	--

Des pénalités particulières peuvent s'appliquer en cas de prestation défectueuse remarquée lors du contrôle contradictoire, prévu au présent CCAP ; elles sont cumulatives à l'application des pénalités prévues au présent article.

Article 26. Circonstances exceptionnelles

26.1 Force majeure

Est assimilé aux cas de force majeure tout fait et événement imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible, c'est-à-dire, une situation dans laquelle le Titulaire et ou l'acheteur se trouvent dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution.

Lorsqu'elle est établie, la force majeure ne pourra donner lieu au paiement de dommages et intérêts et à l'application de pénalités.

26.2 Imprévision

Il est fait application de l'article L6-3° du Code de la commande publique. Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité couvrant les surcoûts liés à l'exécution.

Article 27. Sous-traitance

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché provoquant le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les sous-traitants doivent être des entreprises adaptées mentionnées à l'article L.5313-13 du code du travail et à des établissements et services d'aide par le travail mentionné à l'article L.344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes

Conformément à l'article 62 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article 133 du décret du 25 mars 2016, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le titulaire doit remettre à la personne représentant le pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement devront être demandés dans les conditions définies aux articles 133 à 137 du décret du 25 mars 2016.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Le titulaire est également tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque

celui-ci en fait la demande. En cas de non-respect de cette obligation dans le délai prévu à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS, il s'expose aux pénalités prévues dans le CCAG/FCS.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

Article 27. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

En application de l'article 45 du CCAG FCS, AgroParisTech fera procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 27. Responsabilités et assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'AgroParisTech et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et est maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvre notamment :

- Toute faute professionnelle du Titulaire ;
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- Les actes de malveillance.

Sur demande d'AgroParisTech, le Titulaire et les sous-traitants agréés fournissent une attestation d'assurance dans le délai accordé justifiant qu'ils sont couverts pour les cas listés ci-dessus.

Tout défaut de production d'une telle attestation d'assurance est un motif de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

Article 28. Différends entre les parties

En cas de désaccord sur les modalités d'exécution ou d'interprétation du présent marché, les parties se rapprochent en vue de convenir d'un accord avant tout recours contentieux. A défaut, il est fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de contestations relatives à l'application du présent marché, le tribunal administratif de Versailles est seul compétent.

Article 29. Résiliation

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Article 30. Attestations

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'aucune des personnes occupant dans ses établissements l'une des situations visées à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 ne tombe sous le coup de l'interdiction prononcée par ledit article.

Le titulaire déclare, qu'à la signature du marché, il dispose de l'ensemble des agréments et habilitations exigés pour l'ensemble des prestations concernées.

Article 31. Dérogations au CCAG - FCS

Il est dérogé aux articles du CCAG - FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article(s) du CCAP	Article(s) du CCAG - FCS
Article 4	Article 4.1
Article 25	Article 14.1